Les politiques de lutte contre les discriminations

Sommaire

1 Quelques points clés 2

2 Aspects généraux 3

2.1 Ouvrages 3

2.2 Articles 6

3 Egalité des chances et lutte contre les discriminations 9

3.1 Ouvrages 9

3.2 Articles 13

4 Comment garantir un accès égal aux services publics ? 16

4.1 Ouvrages 16

4.2 Articles 17

5 Handicap et discriminations 18

5.1 Ouvrages 18

5.2 Articles 21

6 Discrimination raciale et religieuse 24

6.1 Ouvrages 24

6.2 Articles 26

7 Femmes et discriminations 30

7.1 Ouvrages 30

7.2 Articles 34

8 Age et discriminations 37

8.1 Ouvrages 37

8.2 Articles 37

1. Quelques points clés

Introduction

Le terme de discrimination apparaît pour la première fois dans le dictionnaire en 1870 et signifie séparation. Véritable fléau social, la discrimination procède par exclusion de personnes différentes que ce soit en raison de l'âge, du sexe, de l'origine, des convictions religieuses... et consiste à traiter de manière inégale des personnes dans une même situation.
Le vote de la loi du 16 novembre 2001 a donné davantage de visibilité à cette question. Une seconde étape a été franchie avec la création de la Halde (Haute Autorité de lutte contre les discriminations) par la loi du 30 décembre 2004, puis celle de l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, et enfin le remplacement de la Halde par le Défenseur des droits (Loi n° 2011-334 du 29 mars 2011). La loi du 27 mai 2008 a transposé les directives européennes en matière de lutte contre les discriminations.
Au-delà de la législation et de la multiplication des acteurs, la lutte contre les discriminations doit encore nécessiter la mobilisation urgente et massive des institutions et des citoyens. L'égalité, deuxième principe de notre devise républicaine est encore loin d'être une évidence.

" Faites pour les autres ce que vous jugez que les autres doivent faire pour vous."
Charles Renouvier, Manuel républicain de l'homme et du citoyen, 1848.

Références juridiques

- Loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations
- Loi n° 2003-88 du 3 février 2003 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite, ou xénophobe
- Loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde)
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- Loi n° 2006-340 du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- Loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances
- Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses adaptations au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations
- Loi n° 2011-334 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits
- Décret n° 2011-905 du 29 juillet 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services du Défenseur des droits
- Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

2. Aspects généraux

2.1 Ouvrages

Zoom sur

Quelques lectures clés

Conseil économique, social et environnemental
Bilan de l'application des dispositifs promouvant l'égalité professionnelle entre femmes et hommes : étude / du Conseil économique et social présentée par Sylvie Brunet et Maryse Dumas, rapporteures au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes, séance du 29 février 2012. - Mandature 2010-2015.
Paris : Ed. des Journaux officiels, 2012. - 75 p. ; 24 cm. - (Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental ; 2012-07)

331.4 BIL

La discrimination : un objet indicible ?
Paris : L'Harmattan, 2013. - 238 p. : fig. ; 24 cm.
La discrimination se manifeste sous des formes variées et complexes. Si le droit français identifie précisément 19 critères, ces contributions portent un regard sur cette problématique en développant une approche pluridisciplinaire et transversale de la discrimination pour éclairer certains cas et politiques publiques en France, en Italie en Pologne ou au Chili. Deux contributions se penchent sur le fonctionnement et les difficultés de la HALDE.

305 DIS

Mutabazi, Evalde ; Pierre, Philippe
Les discriminations
Paris : Cavalier bleu, 2010. - 127 p. ; 18 cm. - (Idées reçues, 1625-9157 ; 205. Economie & société)
Retour sur les divers aspects et les différents moments de lutte contre les discriminations permettant d'appréhender le sujet dans ses dimensions sociale, économique, religieuse, sexuelle et raciale.

305 MUT

Pélisson, Eric
Les discriminations
Paris : Ellipses, 2007. - 176 p. ; 19 cm. - (Transversale-débats)

305 PEL

Assemblée nationale
Lutte contre les discriminations : une nouvelle directive pour compléter et faire progresser le cadre européen : rapport d'information sur la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (COM [2008] 426 final/n°E3918) / présenté par Christophe Caresche et Guy Geoffroy ; déposé par la commission chargée des affaires européennes. -
Paris : Assemblée nationale, 2009. - 45 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1653. Les documents d'information DIAN ; 26/2009)
En ligne sur Internet

305.094 LUT

Défenseur des droits
Rapport annuel 2014.
Paris : Défenseur des droits, 2014. - 199 p. : ill. ; 30 cm.
En ligne sur Internet

352.357 RAP

Direction générale de l'administration et de la fonction publique
Prévention, lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité dans le recrutement et la GRH : que répondent ministères et administrations de l'Etat à la HALDE et à la DGAFP en 2009 ? / Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Direction générale de l'administration et de la fonction publique, Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. -
Paris : DGAFP, 2010. - 58 p. ; 30 cm. - (Ressources humaines)
Cette étude s'organise autour de l'analyse des réponses qui ont été données à un questionnaire rédigé conjointement par la HALDE et la DGAFP, et qui avait pour but de dresser un premier bilan de la mise en oeuvre de la Charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique. Le questionnaire a été renseigné par l'ensemble des ministères ainsi que par deux EPST (établissement public à caractère scientifique et technologique). La présente publication analyse les réponses et en tire un bilan. Le questionnaire tel que communiqué aux ministères, ainsi que la Charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique, sont restitués en annexes.
En ligne sur Internet

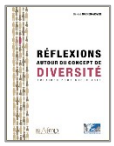
352.608 PRE

Le droit social, l'égalité et les discriminations / sous la direction de Georges Borenfreund et Isabelle Vacarie.
Paris : Dalloz, 2013. - 205 p. ; 24 cm. - (Thèmes et commentaires, 1255-1155. Actes)
Contributions issues d'un colloque tenu en juin 2012. Elles cherchent à définir la place de l'égalité dans le droit social, ses difficultés de mise en oeuvre et comment les discriminations, qui en sont la négation première, trouvent elles aussi leur place dans divers cadres juridiques.

305 DRO

Edel, Frédéric
Interdiction de la discrimination par la Convention européenne des droits de l'homme
Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2010. - 160 p. ; 20 cm

342.240 850 261 EDE



Garner-Moyer, Hélène
Réflexions autour du concept de diversité : éclairer pour mieux agir.
Paris : AFMD : Université de Paris 1, 2012. - 142 p. ; 30 cm

323 GAR

Masclet, Olivier
Sociologie de la diversité et des discriminations
Paris : A. Colin, 2012. - 128 p. ; 18 x 13 cm.

323 MAS

Mouchtouris, Antigone (sous la direction de)
Discrimination : construction sociale : actes du Colloque du 19 novembre 2008, Université de Perpignan, Via-Domitia
Perpignan : Presses universitaires de Perpignan, 2010. - 213 p. ; 25 cm. - (Etudes, 1159-7593)
Contient : Discrimination positive et altérité / Gilles Ferréol. La construction juridique de la discrimination : forme, contenu et production de la norme de droit / François Féral. L'interdisciplinarité comme condition de lutte concrète contre la discrimination : le cas de l'évaluation scolaire en théorie du droit / Violaine Lemay. Les accommodements raisonnables / Audrey Quintane. Discrimination non consciente des sociétés contemporaines / Anne-Marie Mamontoff. La lutte contre les discriminations : possibilités et limites d'action. Question d'éthique appliquée / Jean-Christophe Barbant. La discrimination en contexte colonial et postcolonial / Eric Savarese. Attitudes discriminatoires et discrimination ordinaire / Antigone Mouchtouris. Recueil d'articles sur la discrimination et ses différentes facettes : sociologique, critique et comparative. Il aborde la notion d'attitudes discriminatoires, l'aspect juridique de la construction de la discrimination et la dimension historico-politique avec la colonisation. Avec un point sur les attitudes discriminatoires dans la vie quotidienne et ses rapports avec l'éthique.

305.8 DIS

Oberdorff, Henri
Libertés fondamentales et droits de l'homme : textes français et internationaux
Paris : Montchrestien, 2012. - XV-1023 p. ; 24 cm.

341.48 OBE

Politiques antidiscriminatoires / sous la direction de Julie Ringelheim, Ginette Herman, Andrea Rea
Bruxelles : De Boeck, 2015. - 247 p.
Analyse des effets de l'action publique antidiscriminatoire dans divers Etats (France, Belgique, États-Unis Irlande du Nord). Les auteurs étudient la mesure de la discrimination comme condition de l'évaluation de l'impact des politiques, les conséquences des législations antidiscriminatoires adoptées depuis 2000 et celles des politiques d'action positive, et les liens entre les politiques et les conceptions de la justice sociale.

305 POL

Sénat
Lutte contre les discriminations : rapport d'information sur le projet de loi n° 241 (2007-2008) portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations / fait par Christiane Hummel ; au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Sénat, 2008. - 51 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 252)
En ligne sur Internet

305.4 LUT

Zannad, Hédia. Stone, Pete
Mesurer la discrimination et la diversité : éléments de réponse / Hédia Zannad, Pete Stone
Paris : AFMD : Rouen Business School, 2009
Cet ouvrage livre des pistes de réflexion fondées sur une revue de la littérature et l'analyse des pratiques des membres de l'Association française des managers de la diversité (AFMD). Structuré autour d'indicateurs clés, de cas particuliers et de bonnes pratiques d'entreprises, il se veut un outil d'aide au pilotage d'une politique de la diversité. A noter notamment dans les annexes : les principaux textes juridiques de référence en matière de discrimination.

305 N

2.2 Articles

Zoom sur

Quelques lectures clés

Dubois, Jean-Pierre (sous la direction de)
Les discriminations
In : Après-demain, n° 470-471, 2005, janvier-mars.- 50 p.
Contient : Qu'est-ce qu'une discrimination? / Danièle Lochak. Discriminations positives? / Jean-Michel Belorgey Des discriminations à l'égard des femmes. / Françoise Gaspard. Intégration et lutte contre les discriminations. / Lorraine Nicolas. Que fait la police? / Catherine Withol de Wenden. Les discriminations dans les entreprises. / Frédéric Tieberghien. Discrimination : Santé, citoyens! / Christian Saout. Discrimination et homophobie. / Mathieu André-Simonet. Un impératif pédagogique et civique. / Jean-Philippe Moinet. Organismes indépendants : une exigence européenne. / Véronique van der Plancke. Une haute autorité : pourquoi faire? / Bernard Stasi.

Edel, Frédéric
Discriminations : la loi d'adaptation au droit communautaire du 27 mai 2008

Lanquetin, Marie-Thérèse
Discriminations : la loi d'adaptation au droit communautaire du 27 mai 2008
In : Droit social, n° 7-8, 2008, juillet-août, p. 778-788
La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations fait suite aux mises en demeure de la Commission européenne pour ne pas avoir transposé correctement trois directives européennes dans les délais impartis. Cet article étudie, d'une part, l'état des transpositions pour la France du droit communautaire de lutte contre les discriminations et, d'autre part, les exigences du droit communautaire en matière de transposition des directives relatives à l'égalité de traitement et à la non-discrimination.

La lutte contre les discriminations
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 1, 2013, p. 107-108

Politiques de lutte contre les discriminations : [dossier]
In : Informations sociales, n° 148, 2008, juillet-août, p. 7-137
Depuis le vote de la loi du 16 novembre 2001 sur la lutte contre les discriminations, la question des discriminations a acquis davantage de visibilité, et les politiques publiques se font plus nombreuses en la matière. Une étape importante fut franchie avec la création de la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), par la loi du 30 décembre 2004. Origine, état de santé et handicap, âge, sexe : les motifs de discrimination sont divers, mais c'est dans le domaine du travail que les discriminations sont le plus fréquemment constatées. Ce dossier commence par définir le concept de discrimination dans son articulation avec celui d'égalité des chances ; il propose une lecture juridique de la situation actuelle, puis analyse les politiques publiques en la matière, leur forme, leur pertinence, leur efficacité, ainsi que les difficultés auxquelles elles se heurtent.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Borrillo, Daniel
La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : un laboratoire juridique éphémère ?
In : Revue française d'administration publique, n° 139, 2011, p. 369-380, Titre du dossier : Le Défenseur des droits
La loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) répondait aux exigences du droit communautaire et à la volonté de l'ancien président de la République Jacques Chirac de créer un organisme chargé de lutter contre l'ensemble des discriminations. Cet article propose une analyse de l'activité de l'ancienne Haute autorité, aussi bien sur le plan contentieux que sur les politiques de promotion de l'égalité. De par la facilité de saisine, l'ampleur des domaines d'intervention, son pouvoir d'enquête et sa capacité de médiation, la HALDE était devenue en peu de temps un laboratoire juridique plébiscité par l'opinion publique : son absorption en mars 2011 par le nouveau Défenseur des droits ne peut dès lors manquer de susciter certaines inquiétudes quant à l'avenir de la lutte contre les discriminations.

Gabriel-Calixte, Odile
La loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations
In : Petites affiches, n° 5, 2009, 7 janvier, p. 3-8
La loi de transposition du droit communautaire du 27 mai 2008, en matière de lutte contre les discriminations, donne des définitions plus précises de la discrimination, élargit le champ d'application des discriminations mais également la possibilité d'y déroger.

Graëffly, Romain
Vers une unification des politiques publiques de lutte contre les discriminations
In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 17, 2005, 2 mai .- p. 934-941
Présentation et analyse de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Ce texte apporte des aménagements au droit positif en transposant la directive communautaire n° 2000/43/CE et en modifiant la loi du 29 juillet
1881 sur la liberté de la presse. Il élargit aussi la liste des discriminations prohibées et renforce les mécanismes destinés à les combattre.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Loi relative à la lutte contre les discriminations
In : Liaisons sociales quotidien. Égalité et diversité, n° 134, 2008, 6 juin, 8 p.
La loi n°2008-496 du 27 mai 2008 relative à la lutte contre les discriminations, vise notamment à préciser les notions de discriminations directes et indirectes et à compléter la liste des discriminations interdites. Analyse de la loi.

Mayaud, Yves
La HALDE, une trop "Haute" autorité ? : propos hétérodoxes sur un transfert de répression
In : Droit social, n° 9-10, 2007, septembre-octobre, p. 930-935.- 8 notes
La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) est née de la loi n° 2004-1486, du 30 décembre 2004. Autorité administrative indépendante, elle agit non seulement comme instance de régulation, mais également comme une instance de répression.

Sites internet

- Haut Conseil à l'Intégration

Le Haut Conseil à l'intégration a pour mission de "donner son avis et de faire toute proposition utile, à la demande du Premier ministre sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère". Annoncée par le Premier ministre en février 2013, la refondation de la politique d'intégration a été lancée début juillet, avec la constitution de cinq groupes de travail thématiques, auxquels ont participé des représentants des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations, des partenaires sociaux ainsi que des chercheurs et experts du sujet. Leurs préconisations servent de base au gouvernement pour définir les grands axes de la nouvelle politique d'intégration de la France.

-

- Commission européenne – Emploi, affaires sociales et inclusion

Présentation des mesures mises en oeuvre pour lutter contre les discriminations dans les différents domaines d'action de la Commission européenne.

- Le Défenseur des droits

Successeur de la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité), le Défenseur des droits propose sur son site une présentation de l'institution, de ses missions, des textes juridiques correspondants, ainsi que des ressources documentaires (fiches pratiques, références d'ouvrages, liens internet, …) ainsi que les actions mises en place pour lutter contre les discriminations.

3. Egalité des chances et lutte contre les discriminations

3.1 Ouvrages

Zoom sur

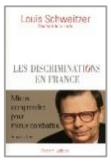
lques lectures clés

Dubet, François
Les places et les chances ; Repenser la justice sociale
Paris : Seuil - République des idées, 2010. - 119 p. : illustrations en noir et blanc ; 21 x 14 cm. - (La République des idées, 1636-9440)
Ce plaidoyer en faveur de la justice sociale propose deux éléments d'analyse pour la penser : l'égalité des chances, qui selon le sociologue s'accommode du développement des inégalités et cristallise les identités tout en individualisant le contrat social, et l'égalité des places, qui vise à réduire les inégalités entre les différentes positions sociales et accroît de fait la cohésion.

303.3 DUB

Durpriez, Vincent ; Orianne, Jean-François ; Verhoeven, Marie (sous la direction de)
De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question
Berne : Peter Lang, 2008. - IX-411 p. ; 21 cm. - (Exploration, 0721-3700. Recherches en sciences de l'éducation).- Bibliogr. p. 381-405.
Les réflexions analysent les questions d'égalité et de justice dans les champs de l'éducation et de la formation en quatre chapitres : penser les inégalités ; les conceptions de l'égalité dans les politiques éducatives ; la justice à l'épreuve des inégalités persistantes ; les nouveaux débats en politiques publiques et en justice sociale.

370 ECO



Schweitzer, Louis
Les discriminations en France
Paris : R. Laffont, 2009. - 191 p. ; 22 cm.
Le président de la Halde ou Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité s'attache ici à faire un état des lieux des discriminations en France, nourri de nombreux exemples ainsi que d'une réflexion approfondie sur les défis à relever. Il a pour ambition de faire connaître l'action de la Halde au quotidien et de permettre une meilleure compréhension des phénomènes.

320.56 SCH

Senac, Réjane
L'égalité sous conditions : genre, parité, diversité dans une république néolibérale
Paris : Presses de Sciences-Po, 2015. - 215 p. ; 21 cm
L'auteure établit un diagnostic d'échec du modèle républicain à intégrer des populations considérées comme inassimilables, et considère la parité et la diversité comme une réponse conciliant l'héritage d'une égalité universaliste et le registre multiculturel et néolibéral de la valorisation des différences.

305 SEN

Assemblée nationale
Application de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances : rapport d'information / présenté par Laurent Hénart ; déposé par la Commission des affaires culturelles familiales et sociales.
Paris : Assemblée nationale, 2007, 36 p.; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 3615. les documents d'information DIAN ; 09/2007)
En ligne sur Internet

361.61 APP

Assemblée nationale
Accès à l'emploi titulaire, amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique et lutte contre les discriminations : rapport d'information sur le projet de loi / fait par Marie-Jo Zimmermann ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Assemblée nationale, 2012. - 28 p.; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 4232. Les documents d'information DIAN ; 16/2012)
En ligne sur Internet

352.63 ACC

Assemblée nationale
Dialogue social et emploi : 25 propositions pour améliorer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : rapport d'information sur le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi / fait par Sandrine Mazetier ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Assemblée nationale, 2015. - 162 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 2774. Les documents d'information DIAN ; 34/2015)

En ligne sur Internet

305.4 DIA

Edel, Frédéric
Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative aux discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre
[s.l.] : Conseil de l'Europe, mars 2015.- 132 p.

En ligne sur Internet

L'Education nationale en danger.
Paris : Syllepse, 2011. - 97 p. : illustrations en noir et blanc ; 19 x 12 cm. - (Notes de la Fondation Copernic, 1631-5766)
Dénonçant un démantèlement du service public de l'éducation par des politiques jugées ultralibérales, ce bilan critique est accompagné de propositions alternatives dont l'objectif est de favoriser l'égalité des chances et la promotion sociale grâce à l'école.

370 EDU

Feltesse, Vincent
Egalité femmes/hommes dans les territoires : état des lieux des bonnes pratiques dans les collectivités locales et propositions pour les généraliser : rapport à madame la ministre des droits des femmes / Vincent Feltesse. - 17 juin 2013.
[S.l.] : [s.n.], 2013. - 153 p. ; 30 cm
Monsieur Feltesse dresse un inventaire des acteurs, des outils et des pratiques observées à l'échelle locale en se référant par exemple à la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, adoptée par 139 collectivités, mais aussi à de nombreuses actions ponctuelles. Il appelle également à intensifier et mieux adapter les actions déployées sur les territoires, mais aussi à repenser le positionnement

de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales sur le sujet de l'égalité entre les sexes. Vingt propositions sont détaillées dans le rapport.
En ligne sur Internet

305.4 FEL

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
Prévention des discriminations à l'embauche : les actions menées par les intermédiaires de l'emploi ANPE/APEC entreprises de travail temporaire, cabinets de recrutement
[S.l.] : [s.n.], 2009. - 102 p.
En ligne sur Internet

305.4 FEL

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
Prévention des discriminations, promotion de l'égalité : que répondent les grandes villes et agglomérations à la HALDE ?
s.l. : s.n., 2007 . - 22 p. ; 30 cm
En ligne sur Internet

320.56 PRE

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
Emploi public, délibérations 2005-2010 / Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE)
Paris : HALDE, 2011. - 85 p. ; 30 cm
Recueil de délibérations prises par la HALDE dans la fonction publique entre 2005 et 2010. Plus de 150 décisions illustrent des situations de discrimination dans le secteur public en matière de recrutement, de carrière, de fin de fonctions.

352.608 EMP

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
Des pratiques pour l'égalité des chances : que répondent les entreprises à la HALDE ?
s.l. : s.n., 2009-2010. 3ème éd. - 62 p.
En ligne sur Internet

Jacquemet, Nicolas
La discrimination à l'embauche sur le marché du travail français
Paris : Editions Rue d'Ulm, 2013. - 77 p. ; 30 cm.
Ce document Cet opuscule propose un état des lieux des connaissances actuelles sur la nature et la mesure de la discrimination à l'embauche sur le marché du travail français.

658.311 1 DIS

Laquelle, Sandra
Pour une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie familiale : identification des bonnes pratiques des secteurs public et privé en France et à l'étranger.
Paris : DGAFP, 2013. - 73 p. ; 30 cm.
L'objectif de cette étude est de présenter plusieurs bonnes pratiques visant à équilibrer la participation des salariés - femmes ou hommes - dans leur vie familiale et dans leur activité professionnelle. Les bonnes pratiques ont été identifiées en Europe et à l'international dans les secteurs public et privé, dans plusieurs domaines d'activité (banque, industrie, commerce, télécommunications, conseil aux entreprises). Trois principaux critères de sélection de ces pratiques ont prévalu : leur aspect innovant, leur caractère concret et la diversité des acteurs sur lesquels elles agissent (employeurs, partenaires sociaux, décideurs politiques, salariés du secteur privé, agents du secteur public).

331.2 LAQ

Nouvelles perspectives en management de la diversité : égalité, discrimination et diversité dans l'emploi / coordonné par Isabelle Barth, Christophe Falcoz ; préface de Soumia Malinbaum.
Colombelles : Management et société, 2010. - 263 p.
Etudes sur la façon dont les entreprises se mobilisent dans la lutte contre les discriminations et pour le respect de l'égalité : handicap, âge, égalité femme-homme, orientation sexuelle. Ces critères de discrimination sont complétés par une présentation des approches économiques, comme celle du marketing ethnique ou celles renvoyant au respect des différences.

331.133 NOU

Paugam, Serge ; Duvoux, Nicolas
La régulation des pauvres
Paris : PUF, 2013. - 113 p. - (Quadrige, 0291-0489)
Réalisé à partir d'un long entretien entre S. Paugam et N. Duvoux, cet ouvrage retrace l'évolution et dresse un bilan des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion en France de 1988, année de création du RMI et 2008, année de sa remise en question. Sont notamment abordés l'intervention des acteurs sociaux, la souffrance sociale, les travailleurs pauvres et le précariat.

362.5 PAU

Pécaut-Rivolier, Laurence
Lutter contre les discriminations au travail : un défi collectif : rapport sur les discriminations collectives en entreprise / par Laurence Pécaut-Rivolier ; rapporteur Damien Pons.
France (. Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social), 2013. - 119 p. ; 30 cm
Laurence Pecaut-Rivolier, magistrate auprès de la Cour de cassation, a mené une mission pour examiner les améliorations susceptibles d'être apportées dans la détection et le traitement des discriminations collectives dans le monde du travail. S'appuyant sur des auditions larges et approfondies, la mission dresse le constat d'une augmentation des discriminations en période de crise. Elle souligne que les discriminations collectives, qui avaient fortement diminué au moins pour certaines catégories au cours des dernières années ont tendance à croître à nouveau. Ces discriminations touchent principalement les femmes, les seniors, les salariés titulaires de mandats représentatifs, et les salariés d'origine étrangère.
En ligne sur Internet

305 PEC

Protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique / Ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de de la fonction publique, Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP).
Paris : DGAFP, 2013. - 21 p. ; 30 cm. - (Politiques d'emploi public)
Ce protocole, signé le 8 mars 2013 par le Gouvernement et divers acteurs concernés, reflète leur ambition de progresser résolument vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans la sphère publique. L'enjeu est double : réaffirmer l'exemplarité des employeurs publics en la matière, et faire de l'égalité professionnelle un levier réel de transformation de la fonction publique dans les années à venir.

En ligne sur Internet

352.608 PRO

Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique / Ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de de la fonction publique, Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)
Paris : DGAFP , 2014. - 292 p. ; 24 cm. - (rapport annuel)
Ce rapport annuel est présenté chaque année au Conseil commun de la fonction publique puis transmis au Parlement. Il porte sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique et présente des données sexuées et des analyses sur les trois versants de la fonction publique.

En ligne sur internet

352.608 RAP

Savidan, Patrick
Repenser l'égalité des chances
Paris : Grasset, 2007. - 325 p. ; 23 cm.- Notes bibliogr. dissém.
Afin d'éclairer les crises que traverse la société française, l'auteur, philosophe et Président de l'Observatoire des inégalités, livre une réflexion sur l'égalité des chances, sur les différences de sens entre l'équité et l'égalitarisme. Il explore cette thématique depuis Aristote jusqu'à Rawls, et propose de repenser l'égalité des chances pour une mise en pratique sociale, réaliste.

361 SAV

Sudre, Frédéric, Surrel, Hélène (sous la direction de)
Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme
Bruxelles : Bruylant, 2009. - 474 p. ; 25 cm

342.240 850 261 DRO

Vous avez dit non-discriminations ? / sous la dir. De Catherine Blatier, Martine Paulicand, Liliane Perrin-Bensahel
Grenoble : PUG, 2012.- 200 p. ; 21 cm.

3.2 Articles

Zoom sur

Quelques lectures clés

Le débat sur la discrimination positive
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 2, 2009, p. 245-253

Geiss, Romain ; Kerrero, Christophe ; Robert, Béatrice... [et al.]
L'égalité des chances
In : Cahiers de l'éducation, n° 56, 2006, juin.- p. 4-13
Contient : L'Institut Montaigne : faire de l'égalité des chances la priorité de l'Education nationale / Romain Geiss. La prise en charge des différences par le système éducatif français / Christophe
Kerrero. Égalité des chances : réalité ou utopie ? / Béatrice Robert. La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) / Marc Dubourdieu.

Rougé, Bénédicte
La loi pour l'égalité des chances
In : Regards sur l'actualité, n° 324, 2006, octobre, p. 69-79
La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances comprend quatre axes principaux : la formation et l'emploi des jeunes ; la lutte contre les discriminations et les actions en faveur de l'insertion ; le développement économique des territoires en difficulté ; le renforcement de l'exercice de l'autorité parentale et du pouvoir des maires en matière de lutte contre les incivilités.

Belorgey, Jean-Michel
La lutte contre les exclusions : "l'obligation" faite aux administrations
In : Recherches et prévisions, n° 87, 2007, mars, p. 61-65
En 1993, un rapport du Commissariat général du plan intitulé "Les services publics et les populations défavorisées, évaluation de la politique d'accueil" faisait un constat très négatif de la situation considérée et proposait un certain nombre de mesures pour y remédier : encadrement et formation des agents d'accueil, meilleur repérage des publics concernés... Même si certains aspects ont été pris en considération et ont été développés depuis, il reste encore fort à faire.

Dubois, Dominique ; Tanneau, Jean-Luc
L'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé)
In : La Revue du Trésor, n° 11, 2008, novembre, p. 852-856
La loi sur l'égalité des chances a donné naissance à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé). C'est un établissement public à caractère administratif né dans un contexte particulier. Dans un premier temps l'article propose une présentation synthétique de l'ACSE et de ses missions puis un entretien avec le comptable de l'agence permet de préciser son organisation administrative et financière.

Fremigacci, Florent
Le mérite : un rempart contre les discriminations ?
In : Revue française d'économie (RFE), vol. XXX, n° 1, 2015, juillet, p. 155-182
Les discriminations à l'embauche de jeunes issus de l'immigration en France ont été démontrées par de nombreuses campagnes de testing. Cet article s'attache à mettre en avant les moyens existants pour remédier à ces discriminations, quelles qu'elles soient : religion, réputation du lieu de résidence, sexe. Il examine plus particulièrement l'effet sur le recruteur de la signalisation d'une récompense à un concours, tel que le concours MAE (meilleurs apprentis de France) en tant que signal positif de productivité.

Leasher, Megan
Discrimination across the sectors : a comparison of discrimination trends in private and public organizations
In : Public personnel management, vol. 41, n° 2, Summer 2012, p. 281-326
Se basant sur les plaintes déposées pour des discriminations en matière raciale, de handicap, de genre ou d'âge, l'étude compare les réponses apportées dans le secteur public et le secteur privé.

Ploux-Chillès Adélaïde
Mieux lutter contre les discriminations
In : Idées économiques et sociales, n°172, février 2013, p. 23-33.
Cette conférence proposait d'évoquer la question des discriminations à travers les approches complémentaires de l'économie et du droit. Présidée par Alain Trannoy, elle rassemblait Bruno Decreuse, Gwénaële Calvès, Maryvonne Lyazid et Ginette Vagenheim, qui a participé à l'élaboration de la loi relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique et à la lutte contre les discriminations, dite « loi Sauvadet », instaurant des quotas de femmes dans la haute fonction publique. Le journaliste Hervé Nathan (*Marianne*) était le modérateur des débats. Ce dialogue entre les deux disciplines, mais aussi entre théorie et applications pratiques, enrichit les débats sur les meilleurs moyens de lutter contre les discriminations en France.
Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Politiques de lutte contre les discriminations
In : Informations sociales, n° 148, 2008, juillet-août, p. 7-137
Depuis le vote de la loi du 16 novembre 2001 sur la lutte contre les discriminations, la question des discriminations a acquis davantage de visibilité, et les politiques publiques se font plus nombreuses en la matière. Une étape importante fut franchie avec la création de la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), par la loi du 30 décembre 2004. Origine, état de santé et handicap, âge, sexe : les motifs de discrimination sont divers, mais c'est dans le domaine du travail que les discriminations sont le plus fréquemment constatées. Ce dossier commence par définir le concept de discrimination dans son articulation avec celui d'égalité des chances ; il propose une lecture juridique de la situation actuelle, puis analyse les politiques publiques en la matière, leur forme, leur pertinence, leur efficacité, ainsi que les difficultés auxquelles elles se heurtent.

Sites internet

- **Observatoire des inégalités**
  État des lieux des inégalités dans différents domaines tels l'éducation, la santé, l'emploi, les catégories sociales…

- Ministère des solidarités et de la cohésion sociale – **Site sur le revenu de solidarité active**

- **Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social**
  La protection contre les discriminations

4. Comment garantir un accès égal aux services publics ?

4.1 Ouvrages

Allemand, Roselyne ; Solis-Potvin, Laurence (dirigé par) ; GRALE
Egalité et non-discrimination dans l'accès aux services publics et politiques publiques territoriales : actes du colloque / organisé par l'Institut Droit et économie des dynamiques en Europe à Metz, les 8 et 9 oct. 2007
Paris : L'Harmattan, 2008. - 266 p. ; 24 cm
Les interventions apportent un éclairage sur l'égal accès à partir d'une approche sectorielle (enseignement, action sociale, santé, transports ferroviaires) et transversale (gratuité, tarifs dans l'accès aux services publics, accès aux biens essentiels, accès aux services des handicapés).

354.7 EGA

Amélioration de la relation numérique à l'usager : rapport remis à Éric Woerth, Nathalie Kosciusko-Morizet / issu des travaux du groupe "Experts numériques" ; [établi pour le compte du] Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, [et du] Secrétariat d'État chargé de la prospective et du développement de l'économie numérique auprès du Premier Ministre
[S.l.] : [s.n.], 2010. - 43-38 p. ; 30 cm.
En ligne sur Internet

352.357 AME

Delga, Carole
Mission pour l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services au public dans les territoires fragiles : rapport [pour le Ministère de l'égalité des territoires et du logement] / Carole Delga, Pierre Morel-A-L'Huissier.
[S.l] : [s.n.], [2013]. - 59 p. : ill. ; 30 cm.
Bouleversement des rapports entre les citoyens et les services publics induits notamment par les nouvelles technologies, réorganisation de nombreux services publics sur fond de raréfaction de la ressource publique, ou encore fermeture de services marchands, tous ces phénomènes ont accentué les inégalités territoriales dans de nombreux territoires déjà fragiles. Alors que des initiatives publiques et privées se sont mises en place pour garantir l'offre de services aux habitants des zones fragiles, la présente mission a pour objet d'apporter sa contribution à ce mouvement de réorganisation en identifiant et améliorant les dispositifs jugés les plus efficaces. Après avoir procédé à un état des lieux de l'offre de services au public, la mission propose une série de recommandations visant à améliorer, renforcer, inventer les moyens à disposition des pouvoirs publics pour garantir l'accessibilité et la qualité des services au public dans les territoires sensibles.
En ligne sur Internet

354.7 DEL

Egalité et non-discrimination dans l'accès aux services publics et politiques publiques territoriales : actes du colloque / organisé par l'Institut Droit et économie des dynamiques en Europe à Metz, les 8 et 9 oct. 2007 ; dirigé par Roselyne Allemand et Laurence Solis-Potvin ; GRALE.
Paris : L'Harmattan , 2008. - 266 p. ; 24 cm.
Les interventions apportent un éclairage sur l'égal accès à partir d'une approche sectorielle (enseignement, action sociale, santé, transports ferroviaires) et transversale (gratuité, tarifs dans l'accès aux services publics, accès aux biens essentiels, accès aux services des handicapés).

354.7 EGAL

France Qualité Publique ; Averous, Bernard (présenté par)
Acteurs de la qualité et de l'efficience publiques : guide pratique
Paris : La Documentation française, 2010. - 224 p. ; 24 cm. - (Guide pratique)
A partir d'une enquête réalisée auprès de quelque 230 responsables-qualité au niveau de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes publics, présentation de différentes démarches d'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'action publique.

351 ACT

4.2 Articles

Administré, usager, citoyen, public ... Les transformations du destinataire de l'action administrative et de son droit : colloque organisé les 25 et 26 octobre 2012 à la Faculté de droit de Nantes : deuxième partie : [dossier] / organisé par Agathe Van Lang
in : Revue française de droit administratif (RFDA) , n° 4, 2013, juillet-août, p. 709-742
Les deux conceptions de la démocratie administrative / Bertrand Faure. Intelligibilité et simplification du droit / Gweltaz Eveillard. L'analyse des rapports entre administration et administrés au travers du prisme des principes de sécurité juridique et de confiance légitime / Baptiste Bonnet. Le principe d'égalité devant le service public / Laetitia Janicot. Usager du service public et laïcité / Mylène Le Roux. La décision administrative et son destinataire / Rozen Noguellou. La para-légalité administrative / Charles-André Dubreuil. Rapport de synthèse / Didier Truchet. Résumé : Analyse juridique de l'usager face à l'administration avec un rôle de l'usager qui ne cesse de se diversifier.

Gavail, Yvan
Services publics locaux : accès aux services et tarifs différenciés
In : Les Cahiers juridiques des collectivités territoriales et des associations, n° 135, 2010, février, p. 12-17
Trois principes gouvernent le fonctionnement des services publics : la continuité, l'adaptation et l'égalité entre les usagers. Le principe d'égalité trouve son expression principale dans l'égalité d'accès au service mais le recul de la gratuité et de l'encadrement des prix posent la question de la modularité des tarifs.

Pélamourgues, Bernard (coordonné par)
Les services publics face à leurs usagers : [dossier]
In : Informations sociales, n° 158, 2010, mars-avril, p. 4-142
S'il est entendu que les services publics ne justifient leur existence que par rapport à leurs usagers, les enquêtes de satisfaction et autres sondages ne se sont développés que récemment. Parallèlement, la figure de l'usager se transforme progressivement, pour se rapprocher finalement de celle de client. Cette évolution, qui pourrait sembler à l'avantage de l'usager, pose en fait problème puisqu'elle rapproche le service public unique et égalitaire d'un complexe éventail d'offres. Mais c'est également le mode de diffusion des services publics qui évolue, sous la double influence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et de la volonté de moderniser l'administration pour en réduire les coûts. Synonyme d'accessibilité et d'amélioration de la qualité de service, l'administration électronique ne saurait cependant remplacer complètement le guichet traditionnel. Ce dossier interroge l'ensemble de ces points, analysant l'évolution organisationnelle de l'administration dans sa mission d'amélioration du service au public, la nouvelle relation à l'usager et le nouveau rôle de ce dernier, ainsi que la transformation des métiers de l'accueil des usagers que ces évolutions impliquent.

Sablière, Pierre
Nul n'est-il censé ignorer internet ?
In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 3, 2010, 1er février, p. 127-133
Le "Journal officiel" doit-il passer du support papier au support électronique ? De façon exclusive ou non ? Internet facilite-t-il l'accès des usagers et des personnels aux administrations ? Actuellement, force est de constater que l'accès au droit légitime assurément le recours de plus en plus marqué à internet pour la diffusion des textes officiels et l'amélioration des relations avec les administrations et les services au public, mais ceci ne peut se faire au détriment du principe d'égalité. L'auteur s'interroge ici sur les bienfaits de cette évolution ainsi que sur les mesures de nature à assurer les transitions nécessaires.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Toubon, Jacques
Témoignage : Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité dans l'emploi public : l'action du défenseur des droits.
In : Revue française d'administration publique , n° 153, 2015, p.183-194
Titre du dossier : Les emplois publics sont-ils accessibles à tous ?
La lutte contre les discriminations dont les agents publics font encore trop souvent l'objet est indissociable de la promotion de leur égalité de traitement. Afin de consolider ces deux axes essentiels à l'action menée par le Défenseur des droits, mais aussi d'impulser à celle-ci un nouvel élan, son nouveau titulaire a, dès sa nomination, adopté un certain nombre de décisions dont sont présentées ici les principales idées forces.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

5. Handicap et discriminations

5.1 Ouvrages

Zoom sur

Fricotté, Lisiane
Droit des personnes handicapées
Rueil-Malmaison : Groupe Liaisons, 2013. - 298 p. ; 21 cm. - (Guide Néret)
A travers 12 grandes thématiques (emploi, allocation, protection sociale, protection juridique, logement, vie sociale, etc.), cette nouvelle édition présente les orientations de la politique sociale et réglementaire dans le domaine du handicap, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

362.4 FRI

Hamonet, Claude
Les personnes en situation de handicap. - 6e éd. -
Paris : PUF, 2010. - 127 p. ; 18 cm. - (Que sais-je ? ; 2556)

362.4 HAM

Mieux accompagner et inclure les personnes en situation de handicap : un défi, une nécessité : avis / du Conseil économique, social et environnemental présenté par Christel Prado, au nom de la section des affaires sociales et de la santé ; séance du 25 juin 2014. - Madature 2010-2015.
Paris : Ed. des Journaux officiels, 2014. - 102 p. ; 24 cm. - (Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental ; 2014-16)
Pour construire une société dite inclusive, il faut penser en amont les biens et les services pour qu'ils soient accessibles à tous, autrement dit il faut développer les investissements publics dans la recherche, les innovations technologiques ou encore développer ce qui concerne l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées (numéro vert dédié, formation des intervenants notamment des enseignants..).

En ligne sur internet

362.4 MIE

Assemblée nationale
Application de la loi du 11 février 2005 de programmation pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté et des personnes handicapées : rapport d'information / présenté par Jean-François Chossy ; déposé par la Commission des affaires culturelles familiales et sociales.
Paris : Assemblée nationale, 2005.-153 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 2758. les documents d'information DIAN ; 74/2005)
En ligne sur Internet

362.4 APP

Bardoulet, Claudine ; Igounet, Laurence
Handicap et fonction publique : les finalités de la loi du 11 février 2005
Paris : Vuibert, 2007, 256 p. ; 24 cm. - (Social en pratiques)
Ce livre retrace l'évolution des concepts, des structures et représentations qui ont, au fil du temps, mené de la notion de l'infirme marginalisé à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Il présente les outils et dispositifs nécessaires pour l'insertion et le maintien en activité des personnes handicapées.

352.67 BAR

Droit des personnes handicapées
Paris : Liaisons, 2013, 398 p., 21 cm - (Guide Néret).- Bibliogr. dissém. Index

362.4 FRI

Guide des personnes handicapées : édition 2008.
Paris : Documentation française : Ed. des Journaux officiels, 2008. - 235 p. ; 21 cm. - (Droits et démarches)
Ce guide, dont la mise à jour est arrêtée le 15 janvier 2008, fait valoir le droit de la personne handicapée dans tous les aspects de sa vie : scolarité, formation professionnelle, emploi, logement, déplacements, prestations sociales, régimes de protection et fiscalité. Avec en annexe une explication des différents formulaires existants.

362.4 GUI

Kompany, Soraya
Accessibilité pour tous : la nouvelle réglementation : analyse des textes réglementaires issus de la loi du 11 février 2005 relative aux personnes handicapées et à leur accessibilité
Héricy (Seine-et-Marne) : Puits fleuri, 2008. - 338 p. ; 21 cm. - (Gestion & organisation, 0414-6492).- Bibliogr. p. 335-338.
Présentation des informations réglementaires et pratiques permettant l'accessibilité des personnes en situation de handicap aux pratiques de la vie quotidienne.

362.4 KOM

Maisonneuve, Catherine
La loi handicap et les collectivités territoriales : obligations et missions, mise en oeuvre des principes, responsabilités encourues
Paris : Le Moniteur : La Gazette Santé Social, 2008. - 223 p. ; 26 cm. - (Guides juridiques, 1625-8592. Collectivités locales)
Cet ouvrage présente, sous la forme d'un plan thématique et de questions/réponses, les principaux aspects de la loi handicap et ses conséquences juridiques pour les collectivités publiques. Permet à l'ensemble des acteurs économiques et juridiques de mettre en place au mieux la nouvelle politique d'accessibilité.

362.4 MAI

Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité
L'emploi des personnes handicapées : guide pratique - 3e éd. -
Paris : La Documentation française, 2010. - 497 p. ; 21 cm. - (Les indispensables)

331.59 EMP

Mugnier-Renard, Anne-Sophie
Les droits des personnes handicapées – Bilan et perspectives
Aix-Marseille : Presses Universitaires, 2012.- 176 p. ; 24 cm.

362.4 DRO

Rabischong, Pierre
Le handicap
Paris : PUF, 2008. - 128 p. ; 18 cm. - (Que sais-je ?)
Une approche pluridisciplinaire de la question du handicap, au croisement de connaissances sociales, médicales, architecturales, juridico-administratives et technologiques. Elle permet de comprendre que le handicap n'est pas la déficience mais la situation dans laquelle cette déficience devient une gêne, afin de mieux agir sur l'environnement de chacun.

362.4 RAB

Richebourg, Muriel ; Balland, Jacques
Les handicapés dans la fonction publique
Montreuil : Ed. du Papyrus, 2007. - 336 p. ; 21 cm
La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 complétée par de nombreux décrets d'application définit notamment les modalités d'accès à la fonction publique pour les personnes handicapées. Le statut général de la fonction publique est modifié pour tenir compte des difficultés d'accès à l'emploi des travailleurs handicapés. L'ouvrage fait le point sur les aménagements faits en faveur de ces personnes.

352.608 RIC

Sénat
Loi "handicap" : pour suivre la réforme... : rapport d'information sur l'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées / par Paul Blanc ; au nom de la commission des Affaires sociales
Paris : Sénat, 2007, 95 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ;359)
En ligne sur Internet

362.4 LOI

5.2 Articles

Zoom sur

Quelques lectures clés

Douay, Sophie
La loi pour l'égalité des droits et des chances
la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : n° 2005-102, 11 févr. 2005
In : La semaine juridique. Édition générale, n° 11, 2005, 16 mars, p. 477-479
Présentation des grandes lignes de cette loi.

Faucheux, François
La politique en faveur des personnes handicapées et ses limites
In : Regards sur l'actualité, n° 317, 2006, janvier, p. 63-75
Après un aperçu historique de la problématique des personnes handicapées, l'auteur présente les points nouveaux introduits par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Puis il analyse les points forts, les contradictions et les limites du dispositif français.

Laurent, Sylvain
Discrimination : le plan d'action européen en faveur des personnes handicapées
In : Droit social, n° 5, 2008, mai, p. 586-598 .- Bibliogr. de documents officiels, p. 598.
Cette étude définie le terme de handicap et analyse les politiques européennes en cours.

Milano, Serge ; Triomphe, Annie ; Kessler, Francis... [et al.]
La loi sur les personnes handicapées : dossier
In : Revue de droit sanitaire et social, n° 3, 2005, mai-juin.- p. 359-413
Trente ans après la loi de 1975, la loi du 11 février 2005 "pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" a été votée par le Parlement. Sans être parfaite, elle propose néanmoins certaines innovations majeures sur la conception même du handicap, sur les dispositifs favorisant l'accessibilité ou renforçant l'interdiction des discriminations ou encore en créant des institutions nouvelles. Ce dossier tente de faire le point sur les principaux changements apportés par le texte.

Personnes handicapées : initiatives et pistes de réflexion : dossier
In : Cahiers hospitaliers, n° 254, 2009, mars, p. 6-16
Le gouvernement dresse un bilan globalement positif de la loi sur le handicap du 11 février 2005. Mais à l'issue de la dernière conférence sur le handicap, le ministre a proposé en conclusion d'un rapport remis au Parlement, un tableau de bord avec cinq objectifs : efficacité du fonctionnement des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et des Commissions départementales des droits et de l'autonomie (CDAPH), développement de l'offre d'accueil, accessibilité du cadre bâti, scolarisation et emploi.

Les aides à l'emploi en faveur des personnes handicapées
In : Liaisons sociales quotidien, Handicapés. Emploi, n° 33, 2009, 13 février, 9 p.
Présentation des principaux dispositifs nationaux (tableau mis à jour au 1er février 2009) visant à encourager l'embauche ou le maintien dans l'emploi d'une personne handicapée. Il s'agit notamment des aides financées par l'État et celles financées par l'Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées).

Amira, Selma
La loi d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du 10 juillet 1987 : éléments de bilan
In : Premières informations et Premières synthèses (DARES), n° 28-1, 2008, juillet, 8 p.- Bibliogr. p. 6
Jusqu'en 2005, fin de la période d'application de cette loi, un tiers des établissements assujettis ont choisi d'utiliser la seule contribution financière pour remplir leur obligation plutôt que d'avoir recours aux autres modalités possibles que sont l'emploi direct de personnes handicapées, leur accueil comme stagiaires de la formation professionnelle, la sous-traitance avec le secteur du travail protégé et la conclusion d'un accord spécifique à l'insertion professionnelle de personnes handicapées. Néanmoins au cours des années, les établissements ont combiné de plus en plus ces différentes modalités. Les établissements relevant d'un accord spécifique ont été de plus en plus nombreux à partir des années 2000. L'emploi direct de travailleurs handicapés a aussi augmenté de 2000 à 2005.
En ligne sur Internet

Bas, Philippe
La loi handicap deux ans après : mise en œuvre de la loi et actions engagées : conférence de presse de M. Philippe Bas, 7 février 2007
In : La Gazette des communes, des départements, des régions, n° 14 / 1880 - Cahier détaché n° 3, 2007, 2 avril p. 236-250

Boujeka, Augustin
La contractualisation de l'action publique en matière d'insertion professionnelle des personnes handicapées
In : Revue de droit sanitaire et social, n° 3, 2010, mai-juin, p. 544-551
Tout employeur public ou privé ayant un effectif de 20 salariés et plus doit employer au moins 6 % de travailleurs handicapés depuis la loi n° 85-5717 du 10 juillet 1987. Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) et l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH) ont contractualisé leur relation afin d'améliorer les démarches rénovées par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Dieu, Frédéric
La condition d'aptitude physique dans la fonction publique
In : L'Actualité juridique. Fonctions publiques (AJFP), n° 4, 2009, juillet-août, p. 203-210
Depuis la mise en oeuvre du statut général de la fonction publique et l'édiction de mesures législatives et réglementaires spécifiques, aucune affection ou handicap ne constitue en soi un obstacle absolu à l'exercice d'un emploi public ; la jurisprudence se montre de plus en plus réticente à écarter certains candidats ou agents en raison de l'affection ou du handicap dont ils sont atteints en considérant la possibilité d'aménager l'emploi et en avançant des critères d'appréciation dynamique des conséquences sur l'emploi.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Lalanne, Alexis
Emploi des travailleurs handicapés : une obligation
In : Les Cahiers juridiques des collectivités territoriales et des associations, n° 129, 2009, mai, p. 24-26
Le pouvoir adjudicateur a l'obligation de s'assurer que les candidats à un marché public sont à jour de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés, via notamment la déclaration du candidat (DC5).

Les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) à l'heure des premiers bilans
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 6, 2010, p. 351-355

Les mesures nouvelles en faveur des handicapés de la fonction publique
In : Les Informations administratives et juridiques, n° 2, 2005, février.- p. 20-25
L'application de la loi n°2005-102 modifie le statut de la fonction publique en faveur des personnes handicapées. Des dérogations aux limites d'âge supérieures, des aménagements aux règles normales des concours et examens, des priorités concernant le déroulement de carrière sont notamment instaurés.

Pare, Mona
La convention relative aux droits des personnes handicapées : quel impact sur le droit international ?
In : Revue générale de droit international public, vol. 113, n° 3, 2009, p. 497-521 104 notes
La convention relative aux droits des personnes handicapées de 2006 est une convention ambitieuse, qui vise la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme par toutes les personnes handicapées. En plus de premier objectif, elle est à l'origine de développements qui intéressent le droit international de manière plus large. Elle renforce des orientations prises sur des questions en évolution se rapportant aux sujets du droit international, au lien entre le droit international et le développement et aux catégories de droits de l'homme. Ceci devrait avoir comme conséquence le développement de la capacité juridique internationale des acteurs de la société civile, un renouveau d'intérêt pour le droit au développement et même le droit international du développement, ainsi que l'effacement des catégories artificielles des droits de l'homme pour appuyer le principe de non-discrimination.

Perrin, Bernard
Les nouvelles dispositions relatives à l'emploi des personnes handicapées
In : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 257, 2006, juin.- p. 22-24
Dans le cadre de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les collectivités territoriales sont soumises à de nouvelles obligations concernant l'insertion des personnes handicapées. Présentation du nouveau dispositif, dont certaines mesures sont entrées en vigueur cette année.

Politique du handicap
In : Terrains et travaux, N° 23, 2013/2, 216 p.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

Politiques en faveur des personnes handicapées : grandes tendances dans quelques pays européens
In : Revue française des affaires sociales, n° 2, 2005, avril-juin.- p. 3-333
Suite d'articles articulés autour de trois thèmes : les politiques en faveur des personnes handicapées dans l'Union européenne ; quelques aspects des politiques en faveur des personnes handicapées en France ; l'émergence d'une nouvelle problématique : le vieillissement des personnes handicapées.

Rapport Gohet : bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées
In : Liaisons sociales quotidien, Handicapés. Emploi, n° 212, 2007, 7 septembre, 4 p.
Le rapport de Patrick Gohet réalisé en août 2007 dresse un bilan de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées. Il propose de nouvelles actions en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés et préconise en outre des mesures afin d'améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Sites internet

- **Portail ministériel consacré aux personnes handicapé s**
  Les nouvelles mesures destinées aux personnes handicapées mises en place après la loi du 11 février 2005 : Loi pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

- **Vie Publique. La politique du handicap**
  Dossier complet présentant les différents aspects de la politique publique en faveur des personnes handicapées : protection juridique ; les handicapés dans la ville, au travail ou à l'école ainsi que les politiques menées au sein de l'Union européenne.

- **Handi-cv.com**
  Andy.fr est le portail du handicap moteur et apporte aux personnes handicapées et à leur famille informations, témoignages et annuaire de services.

6. Discrimination raciale et religieuse

6.1 Ouvrages

Allal, Mehdi Thomas
Les discriminations
Rosny : Bréal, 2015. - 144 p.
Fait le point sur la discrimination : comment la question est devenue centrale dans le débat public, quels concepts en découlent, quelle remise en question pour le modèle républicain, etc. ©Electre 2015

305 ALL

Doytcheva, Milena
Une discrimination à la française ? : ethnicité et territoire dans les politiques de la ville
Paris : La Découverte, 2007. - 208 p. ; 22 x 14 cm. - (Alternatives sociales, 1159-8549)
Réflexions autour des politiques de la ville telles qu'elles se sont développées en France depuis 1981. Analyse la discrimination positive territoriale, la lutte contre les discriminations raciales et le soutien public aux associations ethniques de migrants et de leurs descendants.

364.36 DOY

Du point de vue de l'ethnicité : pratiques françaises / sous la direction de Chantal Crenn.
Paris : A. Colin, 2012. - 240 p. ; 24 x 16 cm. - (Recherches)
Une mise au point sur les relations interethniques au sein de la société française par le biais d'une approche pluridisciplinaire (anthropologues, géographes, sociologues, économistes, juristes). Une interrogation sur les pratiques françaises à travers de nombreuses études de cas (auprès des Roms, à Sangatte, en milieu scolaire, en milieu hospitalier...).

305.8 DUP

Ferry, Vincent ; Galloro, Piero-D. (sous la direction de)
De la discrimination dite ethnique et raciale : discours, actes et politiques publiques, entre incantations et humiliations
Paris : L'Harmattan, 2009. - 421 p. ; 24 cm. - (Le forum-IRTS de Lorraine, 1296-5545)
Contributions débattant de la problématique liant la question des discriminations avec les populations immigrées et leurs descendants. Des moyens de lutter contre les discriminations ont été envisagés avec notamment l'impact de l'élargissement communautaire européen sur les politiques nationales de lutte contre les discriminations.

305 DEL

Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (France)
Jeunes diplômés issus de l'immigration : insertion professionnelle ou discrimination
Paris : FASILD, 2005. - 374 p. ; 24 cm

305.23 JEU

Guiomard, Frédéric ; Robin-Olivier, Sophie (sous la direction de)
Diversité et discriminations raciales : une perspective transatlantique
Paris : Dalloz, 2009. - 119 p. ; 24 cm. - (Thèmes et commentaires, 1255-1155. Actes)
Issues d'un colloque international organisé en 2007, ces communications invitent à une réflexion sur les évolutions des règles en matière d'égalité. La montée de la négociation collective sur la diversité invite à renouveler la pensée juridique des discriminations raciales.

320.56 DIV

Hamman, Philippe
Quelle mise en oeuvre de la directive européenne contre les discriminations raciales ? : une comparaison France, Espagne, Royaume-Uni
Bruxelles : De Boeck, 2014. - 283 p.
Comment les références de la "Directive Race" promulguée en 2000 se traduisent-elles dans les Etats membres de l'Union européenne ? A travers une démarche empirique comparative, les auteurs étudient le degré de convergence des politiques publiques se réclamant de la lutte contre les discriminations *raciales en Europe et comment acteurs et instances interagissent dans ce champ.*

320.56 HAM

Nous autres
Quelle action publique face au racisme ? : une recherche-action dans le Nord-Pas-de-Calais
Paris : L'Harmattan, 2013. - 271 p. : fig. ; 24 cm.
Il existe une abondante littérature sur le racisme mais pas sur le racisme comme catégorie de discours et d'action publics. Or la capacité d'intervention individuelle et collective sur ce problème dépend en une large mesure de la manière de le représenter. Cet ouvrage s'interroge sur le racisme du point de vue de l'action publique et se demande comment fonctionne l'action antiraciste, notamment au point de vue local, en prenant exemple sur le cas du Nord-Pas-de-Calais.

320.56 QUE

Roms et riverains : une politique municipale de la race / Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels
Paris : La Fabrique, 2014. - 227 p.
Les auteurs montrent pourquoi les Roms continuent à être exclus au sein de la société française alors qu'ils ne peuvent plus faire l'objet de discriminations légales. L'Etat dépolitise cette question en la transférant aux autorités locales qui elles-mêmes répondent aux doléances des riverains.
305.8 ROM

Sénat
Service des études juridiques. Division des études de législation comparée.- Le curriculum vitae anonyme
Paris : Sénat, 2009. - 22 p. ; 30 cm. - (Les documents de travail du Sénat. Série Législation comparée ; LC 203)
Examen des règles en vigueur et expérimentations en cours en matière de CV anonyme dans sept pays d'Europe : Allemagne, Belgique, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède et Suisse
En ligne sur Internet

305 CUR

Sénat
La dissimulation du visage dans l'espace public, les femmes, la République : rapport d'information sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (n°675, 2009-2010), la proposition de loi présentée par Charles Revet, Christian Demuynck, Christiane Hummel [et al.] visant à permettre la reconnaissance et l'identification de la personne (n°593, 2008-2009) et la proposition de loi présentée par Jean-Louis Masson tendant à interdire le port de tenues dissimulant le visage de personnes se trouvant dans les lieux publics (n°257, 2009-2010)
Paris : Sénat, 2010. - 39 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 698)
En ligne sur Internet

322.1 DIS

Zannad, Hédia ; Stone, Pete
Mesurer la discrimination et la diversité : éléments de réponse
Paris : AFMD : Rouen Business School, 2009 .- Bibliogr. p. 103-106.
Cet ouvrage livre des pistes de réflexion fondées sur une revue de la littérature et l'analyse des pratiques des membres de l'Association française des managers de la diversité (AFMD). Structuré autour d'indicateurs clés, de cas particuliers et de bonnes pratiques d'entreprises, il se veut un outil d'aide au pilotage d'une politique de la diversité. A noter notamment dans les annexes : les principaux textes juridiques de référence en matière de discrimination.

305 ZAN

6.2 Articles

Zoom sur

Quelques lectures clés

Agir contre le racisme et la discrimination : [dossier]
In : Revue internationale des sciences sociales = RISS, vol. LVII, n° 183, 2005, p. 3-195
Contient : La mesure des discriminations raciales : l'usage des statistiques dans les politiques publiques / Patrick Simon. Le rôle des statistiques sur l'origine ethnique et la race dans le dispositif de lutte contre la discrimination au Canada / Maryse Potvin. Mobiliser les pouvoirs de la statistique pour l'action antidiscriminatoire : le cas du Royaume-Uni / Joan Stavo-Debauge. De l'épée au bouclier : des usages discriminatoires et antidiscriminatoires de la race aux Etats-Unis / Ann Morning et Daniel Sabbagh. Le suivi des minorités ethniques aux Pays-Bas / Virginie Guiraudon, Karen Phalet, Jessika ter Wal. Des mobilisations de pur prestige ? la contestation des classifications ethniques du recensement fédéral aux Etats-Unis (1850-1940) / Paul Schor. Mulâtres et autres métis. Les attitudes à l'égard du métissage aux Etats-Unis et en France depuis le XVIIème siècle / George Fredrickson. La construction de la citoyenneté américaine : une question de droits ou une question de races ? / Magali Bessone. La race comme crime civique / Loïc Wacquant. Le racial redistricting aux Etats-Unis : une introduction à la jurisprudence de la Cour suprême / Jean-François Mignot. Politique ciblées dans les sociétés multiculturelles : acceptation, négation et substitution / Frank de Zwart. "Refléter la diversité de la population française" : naissance et développement d'un objectif flou / Gwénaële Calvès. Appel pour une coalition européenne des villes contre le racisme.

Promotion de la diversité : comment faire ? : [dossier]
In : Esprit, n° 354, 2009, mai, p. 29-76
Contient : La mesure statistique de la diversité et des discriminations ethniques / Yazid Sabeg. Mesurer les discriminations et promouvoir la diversité : quels outils pour quelles finalités ? Réponses à Yazid Sabeg / Hugues Lagrange, Jonathan Laurence, Lucile Schmid [et al.].
Dans le premier article de ce dossier, Yazid Sabeg défend la création d'outils donnant une vue exhaustive des discriminations afin de promouvoir des politiques de correction des inégalités. Les auteurs du second article, eux, réagissent à l'argumentaire du commissaire à la diversité et à l'égalité des chances en pointant les difficultés qui restent sous-jacentes, en proposant des alternatives et en détaillant les actions qui permettent déjà de mener des politiques de promotion active à la française.

Racisme et antisémitisme : dossier
In : Regards sur l'actualité, n° 305, 2004, novembre, p. 2-65
Contient : Les actes racistes et antisémites, aujourd'hui, en France / Gérard Fellous. Histoire de l'antisémitisme en France / entretien avec Madeleine Rebérioux. Les relations judéo-musulmanes dans le monde arabe / entretien avec Farouk Mardam Bey. Juifs et Arabes en France : rupture d'une ancienne coexistence ? / Esther Benbassa. Le droit pénal face au racisme / Matthieu Bourrette.

Slama, Serge (réalisé par)
Les discriminations selon l'origine : dossier
In : Problèmes politiques et sociaux, n° 966, 2009, novembre, 120 p.- Bibliogr. p. 117
Après avoir établi les fondements de la lutte contre la discrimination selon l'origine, ce dossier dresse un état des lieux de la discrimination en France et s'interroge sur l'efficacité des instruments de la lutte contre la discrimination (le cadre juridique et institutionnel, les actions en justice ou les statistiques ethniques).

Tronquoy, Philippe (sous la direction de)
La France au pluriel : [dossier]
In : Cahiers français, n° 352, 2009, septembre-octobre, 95 p.
Ce dossier montre comment se décline une nation plurielle dans la diversité de ses composantes. Il rappelle que la France fut de longue tradition une terre d'accueil, nous parle des peuples, d'identité culturelle, de mémoire nationale plurielle, mais aussi des politiques d'intégration et du questionnement du modèle français. Il s'articule autour de trois thèmes : unité et diversité ; les expressions de la diversité ; l'intégration menacée ?

Bouvard, Laurence ; Combes, Pierre-Philippe ; Decreuse, Bruno... [et al]
Géographie du chômage des personnes d'origine africaine : [dossier]
In : Revue française d'économie (RFE), vol. 23, n° 3, 2009, janvier, p. 3-107.- Bibliogr. dissém.
Contient : Discrimination vis-à-vis des emplois en contact avec la clientèle ? Pourquoi une si faible mobilité résidentielle ?
Les auteurs essayent ici de mesurer l'impact des discriminations sur les marchés du travail et sur le logement pour les personnes d'origine maghrébines.

Carles Isabelle
Les discriminations multifactorielles fondées sur le genre et l'origine ethnique. Les leçons du projet européen GendeRace
Hommes & Migrations, 2011/4 n° 1292, p. 48-56.
Au niveau européen, le traitement des discriminations multifactorielles est très contrasté. Rareté des données sur les victimes, manque de coordination entre les niveaux nationaux et locaux, absence de définition et d'outils législatifs communs, l'action politique en la matière n'en est trop souvent qu'à ses balbutiements. La France n'a apporté de réponse institutionnelle que dans les années deux mille, avec la création de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations. La compréhension du phénomène discriminatoire dans sa diversité est toujours en chantier.
En ligne sur Internet

Cédiey, Eric ; Foroni, Fabrice ; Garner, Hélène
Discriminations à l'embauche fondée sur l'origine à l'encontre de jeunes Français(es) peu qualifié(e)s : une enquête nationale par tests de discrimination ou testing
In : Premières informations et Premières synthèses (DARES), n° 06-3, 2008, février, 6 p.- Bibliogr. p. 5
Une opération de testing réalisée en 2006 dans 6 grandes villes françaises montre que les jeunes Français peu qualifiés d'origine apparente maghrébine ou noire africaine sont victimes de discriminations à l'embauche. Les entreprises ont près de 4 fois sur 5 choisi le candidat d'origine française même si le candidat d'origine maghrébine ou africaine présentait rigoureusement les mêmes compétences.
En ligne sur Internet

Chebel d'Appollonia, Ariane
Les frontières du racisme : identités, ethnicité, citoyenneté.
Paris : Presses de Sciences-Po, 2011. - 103 p. ; 22 x 12 cm. - (La bibliothèque du citoyen, 1272-0496)
L'auteure constate que les préjugés racistes fondés sur une perception biologique des différences perdurent et essaie d'en expliquer les causes. Elle interroge la mondialisation, la crise économique, les politiques sécuritaires pour évaluer la nature et les contours du racisme contemporain.

Circulaire du 2 mars 2011 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public
In : JORF n°0052 du 3 mars 2011
En ligne sur Internet

Héran, François ; Adam, Ike ; Frickey, Alain... [et al.]
Immigration et marché du travail : [dossier]
In : Formation emploi, n° 94, 2006, avril-juin, p. 5-118.- Bibliogr. p. 111-118
Ce dossier est consacré à la discrimination des personnes issues de l'immigration sur le marché du travail. Il s'interroge notamment sur le rôle des politiques et de la fonction publique pour lutter contre les inégalités.

Les injustices et discrimination au travail vécues par les jeunes issus de l'immigration / Yaël Brinbaum et Jean-Luc Primon
In : Connaissance de l'emploi, n° 120, 2015, avril, 4 p.
Réflexions sur les expériences discriminatoires, comment elles sont vécues et ressenties parmi les jeunes, selon l'origine et le genre, et comment elles peuvent orienter les dispositifs d'égalité professionnelle
En ligne sur Internet

Jovelin, Emmanuel
Les jeunes issus de l'immigration confrontés à la discrimination
In : Hommes & Migrations, avril 2011, n° 1292, p. 104-113.
Les jeunes issus de l'immigration, dans leur difficulté à trouver du travail, font une expérience quotidienne et répétée des discriminations de classe sociale et d'origine ethnique. La société à laquelle ils appartiennent leur tend le miroir déformant de leur incapacité à s'insérer. Séduits par le mirage de l'égalité des chances, ils intègrent des humiliations en lieu et place d'un désir de reconnaissance qui reste sans écho. Les discriminations ne condamnent pourtant pas ces parcours à l'échec. Mais la réussite sociale se fait au prix de leur dépassement.
En ligne sur Internet

Mesure de la diversité, statistiques ethniques
In : Liaisons sociales quotidien, Libertés individuelles, n° 153, 2007, 19 juin, 16 p.
La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a présenté un rapport le 15 mai 2007 sur la mesure de la diversité et la protection des données personnelles. En effet, pour pouvoir lutter contre les discriminations, il faut pouvoir les identifier. Il faut donc procéder à l'observation statistique des différences. Mais quelle diversité mesurer ? Quels critères utiliser pour analyser cette (ou ces) diversité(s) ? Quelle méthode employer ? Qui peut le faire ? La CNIL fait dans ce rapport plusieurs recommandations destinées aux politiques, chefs d'entreprise, syndicats, administrations afin de les guider dans la lutte contre la discrimination.

Nicolas Jacquemet
Discriminations à l'embauche : quelle ampleur, quelles solutions ?
In : Regards croisés sur l'économie, 2013, n°13/1, p. 49-63.
Accès réservé aux publics de l'Ecole :
CAIRN.INFO Chercher, repérer, avancer.

Peer, Shanny ; Sabbagh, Daniel
French color-blindness in perspective : the controversy over "statistiques ethniques" : Special issue
In : French politics culture and society, vol. 26, n° 1, 2008, spring, p. 1-70
Contient : The choice of ignorance : the debate on ethnic and racial statistic in France / Patrick Simon. Who is afraid of Blacks in France ? The Black question : the name taboo, the number taboo / Louis-Georges Tin. From measuring integration to fighting discrimination : the illusion of "ethnic statistics" / Alain Blum and France Guérin-Pace. Documents : diversity measurement and protection of confidential data : the ten recommandations of the CNIL - discrimination : engagement républicain contre les discriminations - point de vue : statistiques contre discriminations.
Ce dossier revient sur les stratégies anti-discrimination raciale qui ont été mises en place en France.

Viprey, Mouna
Les discriminations raciales sur le marché du travail français
In : Problèmes économiques, n° 2850, 2004, 28 avril, p. 34-38
Cet article analyse le décalage entre la perception sociale de l'immigration et sa définition juridique légale. En France, cette situation conduit, notamment sur le marché du travail, à la stigmatisation comme immigrés des jeunes d'origine étrangère dont la plupart sont pourtant français.

Site internet

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)
La ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme mène régulièrement de grandes campagnes nationales pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations. Inciter ses concitoyens à s'inscrire sur les listes électorales et se rendre au bureau de vote lors des scrutins pour ne pas laisser la voie libre aux extrêmes ; sensibiliser les Français en matière de discriminations ; dénoncer certaines dérives de nos politiques ou encore appeler à la vigilance de chacun sur Internet.

7. Femmes et discriminations

NB : pour les questions relatives aux discriminations hommes-femmes dans la fonction publique, on se reportera à la bibliographie « Les femmes dans la haute fonction publique »qui aborde cet aspect.

7.1 Ouvrages

Zoom sur

Conseil supérieur de l'égalité professionnelle
Rapport du gouvernement au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle sur le bilan des actions menées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (2012-2015)
Paris : CSEP, 2015. - 80 p.
La politique du gouvernement en matière d'égalité professionnelle repose en particulier sur trois axes : l'insertion professionnelle des femmes, l'égalité professionnelle entre les deux sexes tout au long de la vie professionnelle et la mixité professionnelle. Ce rapport présente les résultats obtenus entre 2012 et 2015.
En ligne sur internet

305.4 RAP

Coenen-Huther, Josette
L'égalité professionnelle entre hommes et femmes : une gageure
Paris : L'Harmattan, 2010. - 208 p. ; 22 cm. - (Logiques sociales, 0295-7736)
Les femmes continuent à rencontrer de multiples difficultés pour mener à bien une vie professionnelle à égalité avec les hommes, malgré les politiques publiques et les politiques d'entreprise. Cet ouvrage décrit comment les politiques les mieux intentionnées peuvent être mises en échec et de quelle manière les employeurs et leurs collègues de travail masculins discriminent les femmes.

305.4 COE

Assemblée nationale
Rapport d'activité (janvier 2011- mars 2012) : quand les femmes investissent tous les métiers ... : rapport d'information / déposé par Marie-Jo Zimmermann ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Assemblée nationale, 2012. - 293 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 4454. Les documents d'information DIAN ; 47/2011)
En ligne sur Internet

305.4 RAP

Assemblée nationale
Application des lois sur l'égalité professionnelle au sein des entreprises : rapport d'information / fait par Marie-Jo Zimmermann ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Assemblée nationale, 2011. - 315 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 3621. Les documents d'information DIAN ; 72/2011)
En ligne sur Internet

305.4 APP

Assemblée nationale
Une urgence sociale : réduire le travail à temps partiel, source de précarité pour les femmes et facteur aggravant des inégalités professionnelles : rapport d'information sur le temps partiel / fait par Marie-Jo Zimmermann ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
Paris : Assemblée nationale, 2011. - 114 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 3602. Les documents d'information DIAN ; 63/2011)
En ligne sur Internet

305.4 URG

Bensussan, Constance
La politique d'égalité professionnelle en France : éléments de comparaison avec le Québec, la Belgique et la Suède : rapport.
Paris : IGAS, 2013. - 320 p. : fig. ; 30 cm.
En ligne sur Internet

331.4 BEN

Conseil de l'Europe
Mise en oeuvre de la stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2014-2017 : rapport annuel 2014
Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2015. - 274 p.
Résultant du premier programme transversal de 2012 sur l'égalité entre les femmes et les hommes lancé par le Conseil de l'Europe, la première Stratégie du Conseil de l'Europe sur ce thème pour 2014-2017 a pour objectif global d'assurer la promotion et l'autonomisation des femmes et, partant, une réelle égalité entre les genres dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. La Stratégie établit cinq domaines prioritaires parmi lesquels on distingue : le combat contre les stéréotypes de genre et le sexisme, la prévention et le combat des violences à l'égard des femmes, l'égalité d'accès à la justice, la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique.
En ligne sur Internet

305.4 CONS

Conseil économique, social et environnemental
Agir pour la mixité des métiers : avis / du Conseil économique, social et environnemental présenté par Patrick Liébus, au nom de la section du travail et de l'emploi, séance du 25 novembre 2014. - Mandature 2010-2015.
Paris : Ed. des Journaux officiels, 2014. - 124 p.
La mixité apparait comme une dimension essentielle à la réalisation de l'égalité professionnelle entre les sexes. Le Gouvernement a même placé cette question au rang de ses priorités. Le Conseil économique, sociel et environnemental fait ici des préconisations en ce sens.
9782111386549
En ligne sur Internet

331.4 AGI

Conseil supérieur de l'égalité professionnelle
Le sexisme dans le monde du travail : entre déni et réalité
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle : (France), 2015. - 95 p. ; 30 cm
A la suite de l'enquête sur les relations professionnelles entre les femmes et les hommes lancée, en juin 2013, dans neuf grandes entreprises françaises, le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP) a décidé, dans un avis du 4 mars 2014, de constituer un groupe de travail pour parvenir à une définition partagée du sexisme et à des propositions sur la manière dont il convient de le rendre visible et de le combattre. Après avoir décrit les multiples formes que peut prendre le sexisme au travail, le rapport formule 35 recommandations.
En ligne sur internet

305.4 SEX

Défenseur des droits
Un salaire égal pour un travail de valeur égale : Guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine
Paris : Défenseur des droits, 2015. - 133 p.
En ligne sur internet

305.4 SAL

Femmes-hommes : enfin l'égalité ?
Paris : Eyrolles, 2012. - 225 p.
Cet ouvrage rassemble des propositions de politiques, responsables d'entreprises, sociologues et femmes d'influence en faveur de l'égalité femmes-hommes. Avec les contributions de Roselyne Bachelot, Martine Aubry, Christine Boutin, Marie-George Buffet, Caroline de Haas, Nathalie Kosciusko-Morizet etc.

305.4 FEM

France. Conseil économique, social et environnemental
Bilan de l'application des dispositifs promouvant l'égalité professionnelle entre femmes et hommes : étude.
Paris : Ed. des Journaux officiels, 2012. - 75 p. ; 24 cm. - (Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental ; 2012-07)

331.4 BIL

Institut national des études territoriales , (France)
Egalité professionnelle hommes-femmes : des clés pour agir / un cahier réalisé par les élèves administrateurs territoriaux [de la promotion Paul Eluard 2012-2013] de l'Institut national des études territoriales (INET).
Paris : CNFPT, 2013. - 42 p. ; 24 cm.
Guide opérationnel organisé en six parties thématiques : "structurer la démarche, recruter et former sans discriminer, faire progresser chacun et chacune, concilier temps personnel et temps professionnel, protéger tous les agents et sensibiliser, mobiliser, responsabiliser". Pour chacune d'entre elle des pratiques sont listées et des expériences sont présentées.
En ligne sur Internet

305.4 EGA

Lemière, Séverine
L'accès à l'emploi des femmes : une question de politiques... : rapport d'une mission sur l'emploi des femmes réalisée à la demande du Ministère des Droits des Femmes entre mars et octobre 2013 / pilotée par Séverine Lemière.
France (. Ministère des droits des femmes), 2013. - 177 p. ; 30 cm
"Mettre au jour les mécanismes expliquant la situation des femmes sur le marché du travail et formuler les recommandations (...) devant viser à permettre une augmentation du taux d'activité des femmes, à

améliorer la qualité des emplois, à lever les freins au recrutement et à lutter contre la discrimination à l'embauche".

En ligne sur Internet

305.4 LEM

Meurs, Dominique

Hommes-femmes, une impossible égalité professionnelle ?

Paris : Rue d'Ulm, 2014. - 1 vol. (101 p.) : illustrations en noir et blanc; 18 cm. - (Collection du Cepremap, 1951-7637 ; 32)

Cet opuscule présente les progrès accomplis lors des dernières décennies en matière d'égalité professionnelle, en France, et insiste sur l'importance d'une politique à long terme, en regard des expériences étrangères réussies.

305.4 MEU

Plein sens

Plafond de verre : les déterminants de l'avancement de carrière des cadres féminins : étude réalisée pour le Centre d'analyse stratégique / par Plein sens ; Caroline Moriceau, Sophie Rigondaud, Anne Vincent-Buffault. - Rapport final mars 2013.

[S.l.] : [s.n.], 2013. - 94 p. ; 30 cm.

Cette étude a porté sur l'examen de quarante-cinq parcours de vie, professionnels et personnels, relatés dans le cadre d'entretiens longs menés auprès de femmes dirigeantes en entreprises de tous secteurs. Elle avait pour objectif de repérer et d'analyser les facteurs susceptibles d'influer la dynamique de carrière, de mettre en relief ceux qui s'étaient avérés, en situation, les plus efficaces. L'étude confirme l'importance de la socialisation primaire et du parcours de formation, qui influencent très nettement les stratégies de progression mises en oeuvre. Elle met par ailleurs en lumière le fait que les modes de structuration des carrières induits par les organisations et souvent défavorables aux femmes (sélection sur diplômes, carrière balisée etc.) suscitent souvent chez ces dernières des postures de contournement. A l'inverse, la recherche de visibilité et l'affirmation d'une ambition sont des leviers indubitables pour avancer. Quant à la disponibilité au travail et à l'engagement, ils sont apparus comme deux déterminants essentiels et qui demeurent difficilement négociables.

305.43 PLA

Sénat

Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes : premier jalon pour une approche intégrée : rapport d'information sur les dispositions du projet de loi n°717 (2012-2013) / par Brigitte Gonthier-Maurin ; fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Paris : Sénat, 2013. - 95 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 788)

En ligne sur Internet

305.4 PRO

Sénat

Vers la parité pour la gouvernance des entreprises : rapport d'information sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises / fait par Joëlle Garriaud-Maylam ; au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Paris : Sénat, 2010. - 62 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 45)

En ligne sur Internet

331.4 VER

Sénat

Femmes et travail : agir pour un nouvel âge de l'émancipation : rapport d'information / fait par Brigitte Gonthier-Maurin ; fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Paris : Sénat, 2013. - 359 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 279)

En ligne sur Internet

331.4 FEM

Union européenne. Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances
Rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes : 2010
Luxembourg : OP, 2010. - 50 p. ; 30 cm

UE 331.409 4 RAP

7.2 Articles

Zoom sur

Quelques lectures clés

L'égalité homme-femme dans le monde du travail
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 4, tome 2, 2015, p. 56-62

Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
In : JORF, n°0179, 5 août 2014, page 12949
En ligne sur Internet

Pauliat, Hélène
Loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes : une absence de priorités préjudiciable à un projet social collectif
In : La semaine juridique. Social, n° 8, 2015, 23 février, p. 22-26
La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 et ses 77 articles renforce la protection des femmes notamment contre les violences subies et dans la mise en oeuvre de l'objectif constitutionnel de parité, mais dilue parfois ce qui devrait être l'ambition politique principale notamment sur les inégalités salariales et juridiques selon l'auteur.

Sénac-Slawinski, Réjane
Femmes-hommes : des inégalités à l'égalité ? : dossier
In : Problèmes politiques et sociaux, n° 968, 2010, janvier, 112 p.- Bibliogr. p. 108-109
Depuis les années 80, les défenseurs de l'égalité entre les hommes et les femmes tentent, via des politiques dites d'égalité, de s'attaquer aux discriminations. Après avoir explicité la terminologie à travers lesquels sont pensées l'égalité et les différences entre les sexes, ce dossier propose un constat des inégalités et les réponses apportées.

Sénac-Slawinski, Réjane
Genre et pouvoir en Europe : [dossier]
In : Informations sociales, n° 151, 2009, janvier-février, p. 4-149
Le principe d'égalité des droits entre les hommes et les femmes ne coïncide pas forcément avec une égalité effective. L'analyse de cet écart continue à faire débat, surtout dans le domaine du pouvoir, entendu comme prise de décision, où il est devenu consensuel de dénoncer la sous-représentation des femmes. L'étude

du genre est une question transversale, une grille de lecture éclairant l'ensemble des domaines d'application des sciences humaines et sociales. Ce dossier vise à questionner l'inégalité dans l'accès au pouvoir comme dans son exercice, en mettant en perspective les pouvoirs politique, économique et social. Les auteurs interrogent la culture de la hiérarchisation et des rôles, le concept de parité en tant qu'exigence démocratique ou encore de plus-value politique. Les différents articles, en offrant une approche européenne, permettent une vision comparative des questions de genre, en prenant comme exemple notamment l'Allemagne, l'Espagne, la France, les pays d'Europe de l'Est, la Finlande ou la Suède.

Accès réservé aux publics de l'Ecole :

L'égalité des chances : dossier
In : L'ENA hors les murs, n° 392, 2009, juin, p. 2-27
Contient notamment : Hommes / femmes et emploi : quelle égalité des chances ? / Dominique Méda.

L'égalité homme-femme dans le monde du travail
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 4, tome 2, 2015, p. 56-62

Franck, Emmanue ; Dohy, Aurore
Discrimination positive : les entreprises s'y mettent
In : Entreprise et carrières, n° 895, 2008, 26 février au 3 mars, p. 20-27
La loi du 13 juillet 1983 autorise la discrimination positive en faveur des femmes. Cette disposition fut peu utilisée pendant 20 ans mais depuis 2004, elle commence à se répandre dans les entreprises. Quelques exemples d'application et retours d'expériences.

Grésy, Brigitte
Egalité professionnelle : la norme et l'image
In : Droit social, n° 2, 2010, février, p. 135-139
Réflexion sur la question de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Cette question est toujours d'actualité alors qu'il existe pourtant tout un arsenal juridique pour que cette égalité existe.

Grésy, Brigitte
Les inégalités professionnelles hommes-femmes : quelles solutions ? : entretien
In : Regards sur l'actualité, n° 355, 2009, novembre, p. 68-74
Dans cet entretien, Brigitte Grésy, inspectrice générale des affaires sociales, auteur du rapport préparatoire à la concertation avec les partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, présente une synthèse de son rapport.

Guérard, Stéphane
Egalité professionnelle hommes/femmes : les nouvelles mesures
In : Revue Lamy des collectivités territoriales, n° 80, 2012, juin, p. 16-18
Le décret du 30 avril 2012 impose des quotas de femmes dans les emplois supérieurs de la fonction publique : son objet, ses conditions d'application et ses modalités de mise en oeuvre sont explicités dans le présent article.

Loi sur la mixité dans les conseils d'administration et de surveillance
In : Liaisons sociales quotidien, Egalité et diversité, n° 32, 2011, 14 février, 4 p.
Les entreprises n'ayant pas su instaurer d'elles-mêmes une parité dans les hautes sphères de décision, le législateur est intervenu dans ce sens. La loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle impose une proportion minimale d'administrateurs du même sexe dans les instances décisionnelles des sociétés cotées.

La lutte contre les discriminations
In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 4, tome 2, 2015, p. 44-46

Le plafond de verre dans tous ses éclats : [la féminisation des professions supérieures] : [dossier]
In : Sociologie du travail, vol. 51, n° 2, 2009, avril-juin, p. 170-299
La métaphore du plafond de verre est utilisée pour décrire les obstacles, durables mais souvent invisibles, qui se dressent entre les femmes qualifiées et les positions professionnelles qu'elles peuvent légitimement chercher à atteindre. Ce dossier, s'intéressant à des domaines professionnels très variés, retrace tout d'abord le phénomène de féminisation qu'ont connu les professions supérieures aux XIXe et XXe siècles. La situation actuelle est ensuite analysée plus précisément, afin d'expliquer quelles sont ces barrières qui font encore obstacle aux femmes dans de très nombreux pays au monde, et ce que certains entreprennent pour renverser la tendance. L'Ecole nationale d'administration (ENA), est citée à plusieurs reprises, pp. 175, 192 et 194, où est discutée l'évolution de la situation des femmes, entre autres dans l'administration, entre les années 1970 et 2000.

Meilland, Christèle
Réforme de 2014 : où en est-on en matière d'égalité salariale hommes-femmes ?
In : Chronique internationale de l'IRES, n° 150, 2015, juin, p. 39-54
Le Parlement danois a adopté en mai 2014 une réforme de la loi de 2007 sur l'égalité salariale qui oblige les entreprises à établir des statistiques salariales selon le sexe. Dans cet article nous trouverons : des analyses chiffrées et l'évolution des écarts de salaires entre hommes et femmes au Danemark, une comparaison des cadres juridiques français et danois sur l'égalité salariale, les enjeux et attentes suite à la réforme.

Naschberger Christine
Le parcours de carrière des femmes cadres : pourquoi est-il si compliqué et comment le faciliter ?
In : Gestion, mars 2012, vol. 37, p. 43-50.
Malgré le fait que les femmes ont accès à l'éducation depuis plusieurs décennies, y compris aux meilleures et aux plus prestigieuses écoles et universités, elles éprouvent toujours plus de difficultés que les hommes tout au long de leur carrière, comme si elles avaient à traverser un labyrinthe. De plus, elles atteignent rarement des postes de direction en raison de divers facteurs structurels et culturels qui agissent comme un plafond de verre. Afin de mieux comprendre ces phénomènes, de les contrer ou de les atténuer, cet article présente une synthèse des principaux obstacles auxquels se heurtent les femmes dans leur carrière et donne par la suite des conseils à l'intention des femmes cadres et des organisations.
En ligne sur Internet

Pereira, Sergio
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes : renforcement des obligations des entreprises
La semaine juridique. Edition générale, n° 4, 2013, janvier, p. 144-150
Un décret du 18 décembre 2012 et une circulaire modifient les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Sont renforcées les obligations des entreprises d'au moins cinquante salariés : elles doivent, depuis le 1er janvier 2012, négocier un accord collectif ou adopter un plan d'action sur ce thème sous peine de sanction.

La promotion de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes / numéro réalisé avec le concours du cabinet Capstan Avocats
In : Petites affiches, n° 36, 2009, 19 février, p. 1-39
La promotion de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, au niveau national, relève de la responsabilité des partenaires sociaux, des entreprises et des pouvoirs publics. Les institutions communautaires attachent, depuis longtemps, une grande importance à cette thématique qui tend à se renforcer.

Site internet

- **Ministère du travail, de l'emploi et de la santé :**

Fiches sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes

- **Gouvernement.fr :**

Les mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes

8. Age et discriminations

8.1 Ouvrages

Bastiani Guthleber, Emilie
PassÂge : un abécédaire de la gestion des âges
Paris : AFMD : Ecole de management de Strasbourg, 2012. - 178 p.

331.398 BAS

Fondation pour l'innovation politique (France)
La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi
Paris : Fondapol, 2009. - 65 p. €

331.398 LUT

8.2 Articles

Age et travail : actes du colloque : [dossier]
In : Droit social, n° 3, 2012, mars, p. 223-257
Ce dossier reprend les actes du colloque du 12 décembre 2011, organisé par l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), sur le thème "Age et travail". Il aborde la question des discriminations liées à l'âge, sous l'angle du droit communautaire mais également en droit français. Un second volet de ces actes est consacré à la définition du stage et du régime juridique qui l'encadre (lois et décrets de 2006). L'âge en tant que source de bonification fait également l'objet d'une étude, dans le cadre d'élections professionnelles ou dans la relation individuelle de travail.

Baudet-Caille, Véronique
Les seniors dans l'entreprise : [dossier]
In : Liaisons sociales. Numéros juridiques, 2011, novembre, 83 p.
Ce numéro spécial aborde les différents aspects liés à l'embauche, à la gestion de carrière et à la fin de carrière des seniors dans l'entreprise. En fonction de l'âge, le demandeur d'emploi peut bénéficier d'un contrat de professionnalisation pour lequel l'employeur bénéficie d'une exonération de charges sociales et d'aides de l'Etat et de Pôle Emploi. Au-delà de cinquante-sept ans, il a accès à un contrat à durée déterminée "séniors" d'une durée de dix-huit mois renouvelable. Toute discrimination fondée sur l'âge est sanctionnée pénalement et donne lieu à des dommages-intérêts. En termes de gestion de carrière, l'employé de plus de quarante-cinq ans bénéficie d'un entretien professionnel afin d'évaluer ses besoins en formation et ses perspectives d'évolution. Il dispose également d'un bilan de compétences, de la validation des acquis de l'expérience ainsi que de la possibilité d'une formation en alternance au sein de l'entreprise. Hormis les informations générales sur leurs droits à la retraite, à compter du 1er janvier 2012 les salariés de plus de 45 ans bénéficient d'un entretien sur leurs droits à la retraite et les possibilités de cumuler emploi/pension de vieillesse, d'accéder à un temps partiel en bénéficiant d'une pension partielle dans le

cadre d'une retraite progressive. L'âge de la retraite fixé à 65 ans est porté à 67 pour les assurés nés après le 1er juillet 1951.

Chez nos voisins européens : les discriminations fondées sur l'âge et les mesures en faveur des seniors / Jean-Marc Albiol, Carole Maucci, Anita de Jong... [et al.]
In : La semaine juridique. Social, n° 14, 2010, 6 avril, p. 3-6
La France fait figure de mauvais élève en Europe en matière d'emploi des séniors. Si la directive 2000/78 constitue le fondement du principe de non-discrimination liée à l'âge au sein de l'Union européenne, les pratiques et politiques des états membres restent divergentes. Cet article analyse les cas français, néerlandais, anglais et espagnol.

Houser, Matthieu
Mise en retraite d'office et principe de non-discrimination : note
In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 40, 2011, 28 novembre, p. 2301-2306
Pour la Cour de justice de l'Union européenne (arrêt du 21 juillet 2011, M. Fuchs, M. Kölher), la mise à la retraite d'office des fonctionnaires à vie, en l'occurrence des procureurs, lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans, tout en leur permettant de continuer à travailler, si l'intérêt du service l'exige, jusqu'à l'âge maximal de 68 ans, n'est pas contraire au droit de l'Union européenne et au principe de non-discrimination fondé sur l'âge. Des extraits de l'arrêt ainsi que des références jurisprudentielles sont proposés

Houser, Matthieu
La spécificité du principe de non-discrimination en raison de l'âge
In : Revue française de droit administratif (RFDA), n° 2, 2010, mars-avril, p. 323-332
Titre du dossier : Le principe de non-discrimination
La lutte contre les discriminations fondées sur l'âge est très réduite et concerne principalement les discriminations dans la vie professionnelle. Contrairement à d'autres principes de non-discrimination, celui fondé sur l'âge a été érigé pour répondre à des impératifs économiques.

Meyer, Francis
La discrimination en fonction de l'âge en droit communautaire : aperçu de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne
In : Le droit ouvrier, n° 755, 2011, juin, p. 350-356
Le critère de l'âge n'est pas un motif de discrimination comme les autres et tous les auteurs se rejoignent sur l'idée que la discrimination en fonction de l'âge est une notion en devenir. Cet article fait le point sur la jurisprudence communautaire dans ce domaine.

Meyer, Francis
Gestion des âges, discrimination et politiques de l'emploi
In : Le droit ouvrier, n° 712, 2007, novembre, p. 495-503
Quatre thèmes sont abordés : la gestion des âges est-elle prise en compte par les directions des relations humaines ? L'employeur a-t-il intérêt à conserver un salarié vieillissant ? La réglementation sur la non-discrimination en fonction de l'âge est-elle un moyen de lutter contre les évictions précoces ? Comment sécuriser les parcours professionnels des seniors ?

Thorpe, Edward
La discrimination fondée sur l'âge en Europe
In : Gérontologie et société, n°111, 2004/4, 236 p.
L'équilibre de la population se modifie dans tous les états de l'union européenne et les personnes de plus de 50 ans constituent une part croissante dans leur diversité. Afin de saisir les nombreuses opportunités qu'offre cette nouvelle réalité, il faut mettre en cause nombre d'attitudes envers les personnes âgées et combattre la discrimination fondée sur l'âge. Pour promouvoir une conception positive des personnes âgées, il est indispensable de considérer les préjugés agistes et de bannir la discrimination par l'âge dans tous les secteurs de la société. En 1997, l'Union européenne a acquis la compétence pour combattre les discriminations. Un programme d'action européen sur la discrimination promeut aujourd'hui des mesures pour prévenir et combattre les discriminations et la Directive européenne sur l'emploi introduit de nouveaux droits pour les victimes de la discrimination. Cependant, la transposition de cette directive dans les États membres varie largement d'un Etat à l'autre et la discrimination par l'âge n'est pas couverte en dehors de l'emploi.
En ligne sur Internet

Sites internet

- **AGE Platform Europe**
  Réseau européen regroupant des associations de seniors et d'autres organisations de la société civile qui travaillent avec et pour les personnes âgées afin de donner davantage de poids et de crédibilité à leurs points de vue, leurs intérêts et leurs besoins dans l'Union européenne. Domaines politiques : la non-discrimination, l'emploi des travailleurs âgés et le vieillissement actif, la protection sociale, les réformes des pensions, l'inclusion sociale, la santé, la maltraitance, la solidarité entre les générations, la recherche, l'accessibilité des transports publiques et de l'environnement bâti, et les nouvelles technologies (TIC).

- **Dialogue-social.fr**
  Dossier spécial égalité dans le travail et discrimination liée à l'âge, composé d'articles et de jurisprudence.

Contact : centre.documentation@ena.fr